

Le Luxembourg partagé entre « renforcer la coopération avec les autorités fiscales étrangères » et maintenir « le secret bancaire important pour la protection de la sphère privée et l'intimité »

Le ministre des Finances du Grand-Duché, Luc Frieden, affirme dans la presse allemande que son pays est prêt à lever partiellement le secret bancaire en vigueur, très controversé au sein de la zone euro. « *La tendance internationale va vers un échange automatique d'informations bancaires. Nous n'y sommes plus strictement opposés* » déclare-t-il au *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, affirmant « *vouloir renforcer la coopération avec les autorités fiscales étrangères* » et citant comme exemples d'informations pouvant être transmises les paiements d'intérêts à des clients étrangers. « *Le Luxembourg ne compte pas sur les clients qui veulent économiser sur leurs impôts* » fait-il valoir. Les Jeunes libéraux du Luxembourg (JDL), branche du Parti libéral, la principale formation d'opposition du pays, ne sont pas du tout de cet avis. « *Le secret bancaire est un instrument important pour la protection de la sphère privée et l'intimité et doit être maintenu* », indique la formation dans un communiqué. Les Jeunes libéraux accusent le gouvernement de coalition entre le Parti chrétien-social et les socialistes d'avoir cédé à la pression internationale et à celle des médias qui assimilent la place financière du Luxembourg à un paradis fiscal comparable aux Iles Caïman.

Cette comparaison n'est pas « *tolérable* » et « *met en cause la cohésion européenne* », soulignent les Jeunes libéraux qui accusent le gouvernement du Premier ministre Jean-Claude Juncker d'avoir fait le jeu des intérêts de la chancelière allemande Angela Merkel. « *Jean-Claude Juncker roule pour la propagande électorale allemande* », affirme le communiqué des Jeunes libéraux, les seuls à avoir pour l'instant réagi aux déclarations du ministre des Finances sur l'assouplissement du secret bancaire.

Selon son gouvernement, le secteur financier compte 141 banques de 26 pays et 3.840 fonds d'investissement opérant dans 70 autres pays.